

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-02-04 DU 12 OCTOBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 12 octobre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 6 octobre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la mairie sous
la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 31

Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 2

Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : /

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, G. GENTHON, M. FAYET, J.
GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI SANTO, B.
LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N.
SALMON, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

R. MESLEM pouvoir à J.C. DURA

A. VERJUS pouvoir à J.N. SALMON

ABSENTS EXCUSES : /

**OBJET: DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE :
ACTUALISATION DE LA DELEGATION DE FIXATION DES DROITS ET TARIFS QUI N'ONT
PAS UN CARACTERE FISCAL**

NOTE DE SYNTHESE

*Par délibération en date du 3 juillet 2020, le conseil municipal a approuvé la délibération
d'attribution des délégations accordées au maire pour la durée de son mandat.*

*Il convient d'actualiser cette délibération en délimitant le point n°2 de ces délégations avec la
rédaction suivante :*

- 2° De fixer :

*- dans la limite d'une augmentation ou d'une diminution de 50% par an des tarifs existants, les
tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies, et autres lieux
publics, les tarifs de restauration scolaire, de garderie périscolaire, des centres de loisirs, des
bibliothèques, de locations de salles et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la
commune qui n'ont pas un caractère fiscal.*

*- dans la limite de 5 000 € par droit unitaire, la création de nouveaux tarifs des droits de voirie,
de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, de dépôt temporaire
sur les voies, et autres lieux publics, les tarifs de restauration scolaire, de garderie périscolaire, des
centres de loisirs, des bibliothèques, de locations de salle et, d'une manière générale, des droits
prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.*

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-02-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020

Ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.»

Compte tenu de cette modification, les délégations du maire sont actualisées comme suit :

Le conseil municipal peut, pour la durée de son mandat, donner à Monsieur le Maire, en tout ou partie, délégations prévues à l'article L2122-22 du CGCT.

Les délégations consenties en application du 3° de l'article L2122-22 du CGCT prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal,

Afin de faciliter la gestion courante des affaires communales, il est dans l'intérêt de la commune d'accorder ces délégations au maire.

En cas d'empêchement du Maire, la loi prévoit que le Conseil Municipal redevient seul compétent dans les matières déléguées au maire, à moins qu'il n'en ait expressément disposé différemment.

Le maire dispose de la faculté de subdéléguer à un adjoint ou à un conseiller municipal les délégations qui lui sont données par l'organe délibérant, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article L. 2122-18 du CGCT pour les délégations de ses propres fonctions aux adjoints ou conseillers municipaux,

En application de l'article L2122-19 du CGCT, les décisions relevant de la compétence déléguée au Maire et prises en vertu de la présente délibération pourront être signées par le directeur général des services, le directeur général adjoint, le directeur général des services techniques et les responsables de services dans les domaines relevant de leur compétence, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire et que ces délégations seront précisées par arrêtés.

Vu les articles L2122-22, L2122-23, L2122-18, L2122-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) portant délégations permanentes de conseil municipal au Maire,

Vu la délibération du 3 juillet 2020 portant élection du maire,

Vu la délibération du 3 juillet 2020 portant délégations permanentes du Conseil municipal au maire,

Vu l'avis favorable à la majorité de la commission Finances et action municipale du 30 septembre 2020,

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20201012-2020-02-04-DE Date de télétransmission : 19/10/2020 Date de réception préfecture : 19/10/2020

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré par 28 voix pour et 5 abstentions,

ACCORDE à Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, les délégations énumérées ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer

- dans la limite d'une augmentation ou d'une diminution de 50% par an des tarifs existants, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies, et autres lieux publics, les tarifs de restauration scolaire, de garderie périscolaire, des centres de loisirs, des bibliothèques, de locations de salles et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

- dans la limite de 5 000 € par droit unitaire, la création de nouveaux tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, de dépôt temporaire sur les voies, et autres lieux publics, les tarifs de restauration scolaire, de garderie périscolaire, des centres de loisirs, des bibliothèques, de locations de salle et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

Ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

3° De procéder, dans la limite de 3 millions d'euros , à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite d'un prix maximum d'acquisition de 300 000 € ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans tous les domaines relevant de la compétence de la commune devant l'ensemble des juridictions administratives, tant en première instance, qu'en appel ou qu'en cassation, en excès de pouvoir, comme en plein contentieux, comme en procédure d'urgence ;

Ainsi que d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour tout précontentieux ou contentieux, dans tous les domaines relevant de la compétence de la commune devant l'ensemble des juridictions judiciaires, tant en première instance, que par la voie de l'appel ou de la cassation, notamment pour déposer plainte, constituer la commune partie civile et faire prévaloir les intérêts de la commune devant les juridictions pénales ;

Ainsi que de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros.

17° de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 1 500 euros par sinistre ;

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-02-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 800 000 euros ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ; pour la préemption de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, pour un prix d'acquisition n'excédant pas 300 000 € ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite d'un prix maximal d'achat de 300 000 € ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De ne pas exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions dans la limite de 2 millions par dossier de demande d'attribution ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux lorsqu'elles s'appliquent aux projets n'entraînant pas la création ou la disparition d'une surface de plancher strictement supérieure à 100m² ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

ACCEPTE qu'en cas d'absence, ou de tout autre empêchement, le Maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude des missions qui lui ont été déléguées par le Conseil municipal, par un Adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'Adjoint par un Conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau.

AUTORISE le maire à subdéléguer à un adjoint ou à un conseiller municipal les délégations reçues.

AUTORISE le maire à déléguer sa signature au directeur général des services, au directeur général adjoint, au directeur général des services techniques et aux responsables de services dans les domaines relevant de leur compétence.

RAPPELLE que :

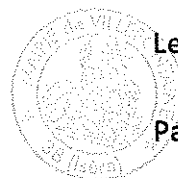
- a) les décisions à prendre en vertu de la présente délégation pourront être signées dans tous les cas par le maire, l'adjoint délégué ou un conseiller municipal ayant reçu délégation dans les matières dont relèvent lesdites décisions ;
- b) lors de chaque réunion du conseil, le maire rendra compte des attributions exercées sur la base de la présente délégation d'attribution

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 12 octobre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201012-2020-02-04-DE
Date de télétransmission : 19/10/2020
Date de réception préfecture : 19/10/2020